



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 71

## **Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Normand Cherry  
Ministre du Travail**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1992**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles afin de permettre à la Commission de la santé et de la sécurité du travail d'établir les règles de détermination du taux d'intérêt applicable aux sommes qu'elle verse ou qu'elle perçoit. Il prévoit également la capitalisation quotidienne de l'intérêt.*

*Le projet de loi définit, pour l'application du chapitre IX, la notion de salaire brut d'un travailleur et prévoit, aux fins de la cotisation des employeurs, que ce salaire est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable.*

*Le projet de loi prévoit également, à certaines conditions, la répartition hebdomadaire du maximum annuel assurable aux fins de la cotisation des employeurs de l'industrie de la construction.*

*De plus, ce projet de loi modifie le délai avant lequel un employeur doit payer à la Commission la cotisation et prévoit que l'employeur en défaut de payer sa cotisation dans ce délai se voit imposer un intérêt calculé à compter du cinquième jour qui suit la date de la mise à la poste de l'avis de cotisation.*

*Enfin, le projet de loi prévoit certaines dispositions transitoires.*

## Projet de loi 71

### **Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 60 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du troisième alinéa, des mots « déterminés conformément à l'article 323, à compter du premier jour de retard » par les mots « dont le taux est déterminé suivant les règles établies par règlement. Ces intérêts courent à compter du premier jour de retard et sont capitalisés quotidiennement. ».

**2.** L'article 90 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le taux de ces intérêts est déterminé suivant les règles établies par règlement. Ces intérêts sont capitalisés quotidiennement et font partie de l'indemnité. ».

**3.** L'article 135 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le taux de ces intérêts est déterminé suivant les règles établies par règlement. Ces intérêts sont capitalisés quotidiennement et font partie de l'indemnité. ».

**4.** L'article 261 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le taux de cet intérêt est déterminé suivant les règles établies par règlement. Cet intérêt est capitalisé quotidiennement. ».

**5.** L'article 289 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **289.** Pour l'application du présent chapitre, le salaire brut d'un travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable établi en vertu de l'article 66.

On entend par « salaire brut » toute forme de rémunération provenant de l'employeur et qui fait partie du revenu d'emploi calculé selon les dispositions des chapitres I et II du titre II du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), à l'exclusion des pourboires et du revenu d'emploi se rapportant à la partie d'une absence pour maladie qui excède 105 jours consécutifs.

« **289.1** Malgré l'article 289, le salaire brut d'un travailleur qui est au service d'un employeur auquel s'applique la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ou qui exécute pour un employeur des travaux visés au paragraphe 9° de l'article 19 de cette loi est pris en considération, pour une semaine de travail, jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable établi en vertu de l'article 66 et réparti hebdomadairement.

Aux fins du premier alinéa, toute partie de semaine est considérée comme une semaine complète.

Est réputée ne pas être une semaine de travail la semaine de congé annuel dont bénéficie, en vertu soit de la convention collective conclue conformément à cette loi, soit du décret adopté conformément à celle-ci, soit encore d'un contrat de travail, le travailleur qui est un salarié auquel s'applique cette loi ou qui exécute des travaux visés au paragraphe 9° de l'article 19 de cette loi.

Cependant, le présent article ne s'applique que si l'employeur paie au moins quarante pour cent de ses salaires bruts pour l'année en regard de l'unité dans laquelle il est classé soit à des salariés auxquels s'applique la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, pour des travaux visés par cette loi, soit à des travailleurs pour des travaux visés au paragraphe 9° de l'article 19 de cette même loi. ».

**6.** L'article 300 de cette loi est modifié par l'insertion à la quatrième ligne du deuxième alinéa, après le mot « paiement », des mots « de la pénalité et ».

**7.** L'article 307 de cette loi est modifié par l'insertion à la troisième ligne du troisième alinéa, après le mot « paiement », des mots « de la pénalité et ».

**8.** L'article 314.1 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Cet intérêt se capitalise quotidiennement. ».

**9.** L'article 315 de cette loi est modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du premier alinéa, de « dans les 30 jours qui suivent » par « avant le vingt et unième jour du mois qui suit celui de ».

**10.** L'article 317 de cette loi est modifié par l'insertion à la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « cotisation », de ce qui suit : « , la pénalité ».

**11.** L'article 319 de cette loi est modifié par :

1° la suppression, dans la partie qui précède le paragraphe 1°, de ce qui suit : « , en intérêts, » ;

2° la suppression, dans le paragraphe 1°, des mots « pour le premier mois de retard, » ;

3° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° pour chaque jour de retard, des intérêts sur la cotisation qu'il aurait dû payer et sur la pénalité déterminée conformément au paragraphe 1°. ».

**12.** L'article 320 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **320.** L'employeur en défaut de payer sa cotisation avant le vingt et unième jour du mois qui suit celui de la mise à la poste de l'avis de cotisation doit payer des intérêts sur ce montant à compter du cinquième jour suivant la date de la mise à la poste de cet avis. ».

**13.** L'article 322 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne de la partie qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, après le mot « cotisation » de ce qui suit : « , la pénalité ».

**14.** L'article 323 de cette loi, modifié par l'article 30 du chapitre 11 des lois de 1992, est remplacé par le suivant :

« **323.** Pour l'application des articles 309, 315, 319, 320 et 322, le taux d'intérêt est celui déterminé suivant les règles établies par règlement.

Ce règlement peut prévoir des règles particulières pour l'application du deuxième alinéa de l'article 315.

L'intérêt se capitalise quotidiennement. ».

**15.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 323, du suivant :

« **323.1** Pour l'application du présent chapitre, la date de mise à la poste d'un avis de cotisation est présumée être la date que porte cet avis. ».

**16.** L'article 325 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « montant » des mots « de la pénalité et ».

**17.** L'article 364 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le taux de ces intérêts est déterminé suivant les règles établies par règlement. Ces intérêts se capitalisent quotidiennement et, dans le cas visé au paragraphe 1° du premier alinéa, font partie de l'indemnité. ».

**18.** L'article 454 de cette loi, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 13° du premier alinéa, des suivants :

« 14° établir, pour l'application des articles 60, 90, 135, 261 et 364, les règles de détermination du taux d'intérêt ;

« 15° établir, pour l'application de l'article 323, les règles de détermination du taux d'intérêt et prévoir des règles particulières pour l'application du deuxième alinéa de l'article 315. ».

**19.** L'article 455 de cette loi, modifié par l'article 45 du chapitre 11 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, du nombre « 13° » par le nombre « 15° ».

**20.** L'article 7 ne s'applique pas à l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle antérieure à l'année 1993.

**21.** Jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en vertu des paragraphes 14° et 15° de l'article 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles édictés par l'article 18 de la présente loi, le taux d'intérêt fixé suivant le premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est

le taux déterminé pour l'application des articles 60, 90, 135, 261 et 364 et celui prévu à l'article 323.

Aux fins du deuxième alinéa de l'article 315 de la loi, ce taux d'intérêt demeure le même pour toute la période d'échelonnement des paiements.

Aux fins du calcul de l'intérêt, ce taux est réparti quotidiennement et l'intérêt se capitalise quotidiennement.

**22.** Les premiers règlements adoptés par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en vertu des paragraphes 14° et 15° de l'article 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles édictés par l'article 18 de la présente loi ne sont pas soumis à l'obligation de publication ni au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) et à l'article 455 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992. Ces règlements entrent en vigueur le jour de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

**23.** La Commission peut, par règlement adopté avant le 1<sup>er</sup> juillet 1993, modifier ou remplacer un règlement qu'elle a adopté en vertu du paragraphe 12° de l'article 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992, afin de tenir compte de la présente loi. Ce règlement n'est pas soumis à l'obligation de publication ni au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) et à l'article 455 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992. Ce règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée et pourra avoir effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

**24.** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut, par un règlement adopté avant le 1<sup>er</sup> juillet 1993 et afin de tenir compte de la présente loi, modifier ou remplacer les taux de cotisation des unités d'activités économiques qu'elle a adoptés pour l'année 1993 en vertu des paragraphes 5°, 6° et 8.1° de l'article 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992.

Ce règlement n'est pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les

règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) et à l'article 455 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, modifié par l'article 44 du chapitre 11 des lois de 1992.

Ce règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée et a effet pour l'année de cotisation 1993.

**25.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993.